

L'ONU met en garde contre le piège de la pauvreté au Burundi

PANA, 27 janvier 2013 Bujumbura, Burundi - La situation socio-économique difficile à laquelle les burundais doivent faire face est "non seulement déplorable en soi, mais elle expose également le pays à un risque plus élevé de reprise de la violence", peut-on lire dans le rapport 2012 des Nations unies sur le Burundi. "En dépit des progrès extraordinaires accomplis par la population burundaise pour tourner le dos aux violences et aux conflits des dernières décennies, je constate que le pays compte parmi les plus pauvres d'Afrique, l'un de ceux dans lesquels le piège de la pauvreté, fait suite à un conflit, constitue un risque évident", a critiqué le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, dans son rapport au Conseil de sécurité de l'organisation.

Dans ce contexte, les bons résultats de la conférence des partenaires au développement du Burundi, tenue en octobre 2012 à Genève, en Suisse, "sont particulièrement bienvenus", poursuit le rapport. Les promesses d'aide de la communauté internationale des bailleurs de fonds ont totalisé un montant global de quelque 2,6 milliards de dollars us destinés à financer le cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté au Burundi (CSLP) sur les quatre prochaines années. "La mobilisation des partenaires ne doit pas faiblir en ce moment crucial où le Burundi renoue pleinement avec la paix et la stabilité", estime M. Ban Ki Moon. Le rapport recommande que le mandat du Bureau des Nations unies au Burundi soit prorogé d'un an. Les Nations unies maintiennent une présence active au Burundi où plus de 5.600 casques bleus ont aidé à faire respecter l'accord global de cessez-le-feu de 2003 entre le pouvoir central de l'époque et six anciennes rébellions armées. La présence civile actuelle des Nations unies est plus réduite, avec comme principale mission d'aider à la consolidation de la paix et la relance du développement socio-économique national dans un pays où la guerre civile des années passées a plongé près de 70% de la population en dessous du seuil de pauvreté.